



EXTRAIT DU REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE DOLE

ZONE UY

Document approuvé le 12 juin 2006
Modifié le 23 juin 2009

Objet d'une **Révision Simplifiée**, dite RS n°1, portant sur le site de la gare
approuvée par le Conseil Municipal le **17 décembre 2013**,
avec **modification simplifiée** pour correction d'une erreur matérielle
approuvée par le Conseil Municipal le **24 septembre 2015**

TITRE I :
DISPOSITIONS
GENERALES

DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.123.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la Commune de DOLE à l'exception du secteur sauvegardé couvert par le PSMV (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur) approuvé le 27/12/1993.

ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION JURIDIQUE

Sont et demeurent applicables au territoire couvert par le P.L.U.:

1 – Les articles du Code de l'urbanisme mentionnés en annexes.

2 - Les Servitudes d'Utilité Publique instituant une limitation administrative au droit de propriété et décrites au document du présent P.L.U.

3 - Les articles du Code de l'Urbanisme ou d'autres législations concernant :

- Les périmètres de Déclaration d'Utilité Publique;
- Les Projets d'Intérêt Général;
- Les périmètres de Droit de Prémption Urbain, ainsi que des Zones d'Aménagement Différé;
- Les périmètres des zones spéciales de recherche;
- Les périmètres des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transport terrestres qui sont affectés par le bruit;
- Les Zones d'Aménagement Concerté;
- Les Secteurs Sauvegardés
- Les zones de publicité restreinte ou élargie
- les règlements de lotissement avant qu'ils ne cessent de s'appliquer conformément à l'article L 315-2-1 du Code de l'Urbanisme.
- Les secteurs en Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE).

ARTICLE 3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

1 - Le territoire couvert par le présent Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est divisé en zones urbaines (U), zone à urbaniser (AU), agricole (A) et en zones naturelles peu ou pas équipées (N) dont les délimitations sont reportées aux documents graphiques du dossier.

L'article R 123-11 prévoit que les zones U, AU, A et N sont délimitées sur un ou plusieurs documents graphiques.

Les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu :

- a) Les espaces boisés classés définis à l'article L. 130-1 ;
- b) Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols ;

DISPOSITIONS GENERALES

- c) Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées ;
- d) Les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ;
- e) Les secteurs dans lesquels, pour des motifs d'urbanisme ou d'architecture, la reconstruction sur place ou l'aménagement de bâtiments existants peut être imposé ou autorisé avec une densité au plus égale à celle qui existait antérieurement, nonobstant le ou les coefficients d'occupation du sol fixés pour la zone ou le secteur ;
- f) Les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée ;
- g) Les périmètres, tels que délimités par le plan de déplacements urbains en application de l'article 28-1-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée, à l'intérieur desquels les conditions de desserte par les transports publics réguliers permettent de réduire ou de supprimer les obligations imposées en matière de réalisation d'aires de stationnement, notamment lors de la construction d'immeubles de bureaux, ou à l'intérieur desquels le plan local d'urbanisme fixe un nombre maximum d'aires de stationnement à réaliser lors de la construction de bâtiments à usage autre que d'habitation ;
- h) Les éléments de paysage, les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique, et notamment les secteurs dans lesquels la démolition des immeubles est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir ;
- i) Les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.

Les documents graphiques peuvent également faire apparaître des règles d'implantation des constructions dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article R. 123-9.

En outre, l'article R 123-12 prévoit que les documents graphiques prévus à l'article R. 123-11 font également apparaître, s'il y a lieu :

1° Dans les zones U :

- a) Les terrains cultivés à protéger et inconstructibles délimités en application du 9° de l'article L. 123-1 ;
- b) Les secteurs délimités en application du a) de l'article L. 123-2 en précisant à partir de quelle surface les constructions ou installations sont interdites et la date à laquelle la servitude sera levée ;
- c) Les emplacements réservés en application du b) de l'article L. 123-2 en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements en précisant la nature de ces programmes ;
- d) Les terrains concernés par la localisation des équipements mentionnés au c) de l'article L. 123-2

2° Dans les zones A, les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ;

3° Dans les zones N :

Les secteurs protégés en raison de la qualité de leur paysage où est applicable le transfert des possibilités de construction prévu à l'article L. 123-4 ;

4° Dans les zones U et AU, les secteurs pour lesquels un plan de masse coté à trois dimensions définit des règles spéciales.

DISPOSITIONS GENERALES

2 - Les zones urbaines dans lesquelles les capacités des équipements publics collectifs existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions et auxquelles s'appliquent les dispositions du titre II du présent règlement sont :

- a** - la zone UA référée au plan par l'indice UA
- b** - la zone UB1 référée au plan par l'indice UB1
- c** - la zone UB2 référée au plan par l'indice UB2
- d** - la zone UB3 référée au plan par l'indice UB3
- e** - la zone UB4 référée au plan par l'indice UB4
- f** - la zone UC référée au plan par l'indice UC
- g** - la zone UD référée au plan par l'indice UD
- h** - la zone UF référée au plan par l'indice UF
- h** - la zone UG référée au plan par l'indice UG
- i** - la zone UH référée au plan par l'indice UH
- j** - la zone UY référée au plan par l'indice UY

3 - Les zones naturelles peu ou pas urbanisées ou peu ou pas équipées, dans lesquelles l'insuffisante capacité des équipements publics collectifs ne permet pas d'admettre des constructions immédiatement ou en nombre important et auxquelles s'appliquent les dispositions du titre III du présent règlement sont :

- a** - la zone 1AU référée au plan par l'indice 1AU
- b** - la zone 1AUya référée au plan par l'indice 1AUya
- c** - la zone 2AU référée au plan par l'indice 2AU

4 - Les zones naturelles peu ou pas urbanisées ou peu ou pas équipées, dont le potentiel agronomique, biologique ou économique des terres est à protéger, ou dont la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt doivent également être protégés et auxquelles s'appliquent les dispositions du titre IV du présent règlement sont :

- a** - la zone A référée au plan par l'indice A
- b** - la zone N référée au plan par l'indice N.

5 - Les caractères et vocations de chacune de ces zones sont définis en tête du chapitre qui lui correspond.

Chaque chapitre comporte un corps de règles en 3 sections et 14 articles :

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

ARTICLE 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 3 – Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

ARTICLE 4 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

ARTICLE 5 – Superficie minimale des terrains constructibles

ARTICLE 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

ARTICLE 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

ARTICLE 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

ARTICLE 9 - Emprise au sol des constructions

ARTICLE 10 - Hauteur maximale des constructions

ARTICLE 11 - Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

ARTICLE 12 – Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

ARTICLE 13 – Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 14 - Coefficient d'occupation du sol

ARTICLE 4 - ADAPTATIONS MINEURES

Les dispositions des articles 3 à 13 des règlements de chacune de ces zones ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures, et qui sont rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes. Ces adaptations mineures font l'objet d'un avis motivé du Maire.

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

ARTICLE 5 - CLAUSES COMMUNES A TOUTES LES ZONES

1 - La ville de Dole est concernée par :

- Le PPRI de la Moyenne Vallée du Doubs approuvé le 08/08/2008
- Le PPRI de La Loue approuvé le 08/12/2008

Ces documents, opposables au PLU, ont été pris en compte sous la forme d'un zonage N pour certains secteurs à risque fort inconstructibles, et d'une trame graphique de constructibilité limitée pour les secteurs à risque moyen, figurant sur les documents graphiques et renvoyant aux pièces des dossiers de PPRI figurant dans les servitudes d'utilité publique.

2 - L'édification des clôtures est soumise à autorisation. (article L.441.2 du code de l'urbanisme ; déclaration de travaux).

DISPOSITIONS GENERALES

3 - En application des dispositions des articles L 430-1 à L 430-9 du code de l'urbanisme, toutes les opérations de démolitions visées par ces textes sont soumises à autorisation préalable de démolir.

4 - Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre de l'article L.130.1 du code de l'urbanisme.

5 - Les défrichements sont soumis à autorisation au titre du code forestier dans les espaces boisés non classés. Dans les espaces boisés classés, toute demande de défrichement est rejetée de plein droit.

6 - En application des dispositions de l'article L 111-3 du code de l'urbanisme, la reconstruction d'un bâtiment détruit par sinistre sera admise nonobstant les règles applicables à la zone jusqu'à obtenir une surface nette de plancher équivalente à celle détruite.

7 - Les règles d'implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives indiquées aux articles 6 et 7 du règlement des zones ne sont pas applicables aux ouvrages (postes de transformation, de répartition, postes de détente gaz, abri-bus) dont la construction est envisagée par les services publics ou leurs concessionnaires.

La distance entre la limite séparative et la construction se calcule à compter de tout point de ladite construction, y compris le débord de toiture.

Les règles de hauteur indiqués aux articles 10 du règlement des zones ne sont pas applicables aux équipements publics d'infrastructure lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (ex : château d'eau).

La hauteur se mesure à partir du sol naturel existant avant les travaux.

Les règles de densité indiquées aux articles 9 et 14 du règlement des zones ne s'appliquent pas aux constructions de bâtiments publics scolaires, sanitaires, ou hospitaliers, aux équipements d'infrastructure, aux serres et aux piscines.

Lorsqu'une construction est prévue sur un tènement foncier couvert partiellement par un emplacement réservé, le calcul des prospects doit tenir compte des futures limites de propriété et de l'affectation privée ou publique justifiant la réserve.

8 - Concernant les vestiges archéologiques :

- Extrait de l'article 14 – Titre III de la loi du 27 septembre 1941 :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisations antiques, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au Maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet.

Celui-ci avise le Ministre des Affaires Culturelles ou son représentant.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez des tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains.

Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité. »

- Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature par leur

DISPOSITIONS GENERALES

localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

9 - Conformément aux dispositions des articles L 211-1 à L 211-7 du Code de l'Urbanisme, la collectivité, par délibération, peut instituer un droit de préemption urbain (D.P.U.) sur tout ou partie des zones urbaines (indicatif U) ou d'urbanisation future (indicatif AU) délimitées au PLU.

10 - Dans les bandes inscrites au plan de zonage de part et d'autre des infrastructures classées axe à grande circulation, les constructions sont soumises aux normes d'isolation phonique.

11- Nonobstant à l'article R.123-10 du Code de l'urbanisme, le PLU s'oppose à l'application des règles du PLU à l'ensemble du projet et non construction par construction en cas de lotissement ou de division foncière.

12- Conformément à l'article L.123-1-3, il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

***TITRE II :
DISPOSITIONS
APPLICABLES AUX
ZONES URBAINES***

DISPOSITIONS PROPRES A LA ZONE UY

CARACTERE ET VOCATION DE LA ZONE

La zone UY correspond aux différentes zones d'activités économiques de la commune. Cette zone est affectée principalement à l'accueil d'activités à caractère économique, classées ou non.

L'ensemble des rappels et recommandations communes à l'ensemble des zones est inscrit dans l'article 5 des dispositions générales.

La zone est concernée en partie par le PPRI de la Moyenne vallée du Doubs. Les parcelles concernées sont soumises au règlement du PPRI.

SECTEURS

Cette zone est divisée en quatre secteurs :

- le secteur UYa, secteur à dominante commerciale, principalement affecté à l'accueil de services, d'hôtels, de restaurants, de bureaux et de commerces. Cette zone correspond au secteur commercial des Grandes Epenottes, des Epenottes, du Défois et enfin de la zone portuaire.
- le secteur UYb, secteur à dominante industrielle principalement affecté à l'accueil d'activités économiques de production, de stockage et de services. Cette zone correspond au secteur industriel des Grandes Epenottes, des gares et emprises publiques liées au chemin de fer, du Tumulus, des Mesnils Pasteur et d'une partie de la zone portuaire.
- le secteur UYc, secteur à dominante artisanale affecté à l'accueil d'activités économiques artisanales ou de services, regroupés au sein d'un espace spécifique. Cette zone correspond au secteur artisanal des Grandes Epenottes.
- le secteur UYf, secteur à dominante d'activités aux abords de la gare et du Pôle d'Echange Multimodal. Il est composé d'activité tertiaire, hôtellerie-restaurant, équipements et activités de loisirs ainsi que des commerces, artisans et services. Si son orientation d'aménagement est principalement tournée vers l'activité, la construction de logements est toutefois acceptée.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE UY.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans tous les secteurs :

Sont interdits :

- les logements sauf ceux autorisés à l'article UY 2 et sauf ceux autorisés dans le secteur UYf ;
- les affouillements et exhaussements de sol, sauf s'ils sont liés à la réalisation de constructions, installations ou ouvrages autorisés dans la zone ;
- les modes particuliers d'utilisation visés au titre IV du code de l'urbanisme Article R443- 5, stationnement pour plus de trois mois des caravanes en dehors des terrains aménagés autorisés ;
- l'ouverture et l'exploitation des carrières ;
- les décharges ;

- L'ouverture des terrains aménagés de camping et de caravanes, au sens des articles R.423-21 du code de l'urbanisme ou des décrets des 7 février 1959 et 9 février 1968 modifiés ;
- Les constructions à usage d'habitations légères de loisirs ;
- Les lotissements autres que ceux à usage d'activités et de commerces ;
- Les constructions facilement démontables dont la surface totale hors œuvre excède 20 m² ;
- Les constructions amovibles pour une durée de plus d'une année, à l'exception des chapiteaux temporaires autorisés par permis de construire ;
- Les constructions à usage agricole ;
- En outre, peuvent être interdits, après avis des services intéressés du Conseil Départemental d'Hygiène appelé à se prononcer dans le cadre de la procédure définie par la législation et la réglementation relative aux installations classées, les établissements dangereux (en raison du risque d'incendie ou d'explosion), ou malsains (en raisons d'émanations nocives ou malodorantes) ou trop bruyants.

Dans le secteur UYf :

Sont également interdits :

- les ateliers de réparation, les stations-services ainsi que les postes de peintures et les dépôts d'hydrocarbures qui leur sont liés.
- Les activités industrielles de toute surface sauf à usage ferroviaire.

ARTICLE UY.2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Dans tous les secteurs :

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises :

- Les installations techniques directement liées ou nécessaires au fonctionnement d'un service public et à la lutte contre l'incendie (bâche, bassins...), aux locaux poubelles et containers.
- Les logements nécessaires à la gestion, à la surveillance ou au fonctionnement de l'activité autorisée, à condition qu'ils soient intégrés dans le bâtiment d'activité.
- Les chaufferies à condition qu'elles soient liées à des constructions autorisées.
- Les installations soumises à déclaration, à autorisation et à enquête publique (liée au dossier d'autorisation), à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la salubrité et à la sécurité et n'apportent pas une gêne qui excède les inconvénients normaux du voisinage.

Dans le secteur UYa :

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises :

- Les bâtiments à usage d'accueil d'activités économiques de production ou de stockage, dès lors que ces dernières sont susceptibles de s'intégrer harmonieusement à un secteur voué principalement à l'activité commerciale.
- Les garages, les ateliers de réparation, les stations-services ainsi que les postes de peintures et les dépôts d'hydrocarbures qui leur sont liés, à condition que des dispositions particulières soient prises pour éviter le risque et la propagation des incendies.

Dans le secteur UYb :

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises :

- Les surfaces commerciales, les immeubles de bureaux et de service, les activités d'hôtellerie et de restauration, sous réserve d'intégration cohérente à l'environnement immédiat par une implantation en frange de zone UYb, en contiguïté de la zone UYa.

- Les garages, les ateliers de réparation, les stations-services ainsi que les postes de peintures et les dépôts d'hydrocarbures qui leur sont liés, à condition que des dispositions particulières soient prises pour éviter le risque et la propagation des incendies.

Dans le secteur UYc :

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises :

- Les surfaces commerciales, les immeubles de bureaux et de service, les activités d'hôtellerie et de restauration, sous réserve qu'ils soient liés à une activité artisanale ou qu'ils en constituent le complément.
- Les garages, les ateliers de réparation, les stations-services ainsi que les postes de peintures et les dépôts d'hydrocarbures qui leur sont liés, à condition que des dispositions particulières soient prises pour éviter le risque et la propagation des incendies.

Dans le secteur UYf :

Sont autorisés, sous réserve d'un aménagement cohérent respectant les orientations d'aménagement figurant en pièce n°2 du présent dossier :

- les activités de bureaux, d'hôtellerie et de restauration.
- les activités tertiaires.
- les activités de services, loisirs, artisanats ou de commerces n'excédant pas 500 m² d'emprise au sol.
- les équipements sportifs sous réserve d'intégration cohérente à l'environnement immédiat.
- les constructions à usage d'habitation et leurs annexes.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UY.3 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

1. Accès :

Tout terrain doit disposer d'un accès sur la voie publique. Cet accès doit être direct ou être assuré via l'institution d'une servitude de passage formalisée dans un acte authentique ou un acte judiciaire.

Le caractère suffisant de l'accès est apprécié au regard :

- De l'importance du projet, de la destination de la construction et de ses caractéristiques propres
- Des caractéristiques de la voie publique sur laquelle le terrain donne un accès.

En tout état de cause, l'accès du terrain doit permettre le passage des véhicules de sécurité, de lutte contre l'incendie, de ramassage des ordures ménagères et de déneigement.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, les accès doivent être aménagés sur la voie où les risques encourus par les usagers des voies publiques ou par les personnes utilisant les accès sont les moindres

2. Voirie :

Dans tous les secteurs :

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir, et notamment elles doivent être adaptées à l'approche du matériel de sécurité, de lutte contre l'incendie, de ramassage des ordures ménagères, du déneigement.

Les destinations et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec les usages qu'elles supportent et avec la capacité de la voirie qui les dessert.

L'emprise de la voirie pour toute opération d'aménagement à créer sera de 7 mètres de large minimum.

S'il n'y a que deux constructions à desservir d'une surface maximale de 150 m² chacune, l'emprise de la voie à créer sera de 4 mètres de large minimum.

Dans le secteur UYf :

L'emprise de toute voirie à créer, avec une circulation en double sens, sera de 8 mètres de large minimum comprenant deux trottoirs avec un revêtement perméable en stabilisé compatible pour les personnes à mobilité réduite sur un des deux trottoirs.

Toute voie nouvellement créée se terminant en impasse doit être aménagée pour permettre le demi-tour.

Les cheminements doux participant au désenclavement du quartier et à la desserte des constructions devront, pour chaque opération, être à minima pour moitié numéraire en stabilisé compatible pour les personnes à mobilité réduite.

ARTICLE UY.4 : CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS POUR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

Tout projet de raccordement et tous travaux de branchement devront être soumis au préalable à l'accord des Services Techniques de la ville de Dole et à l'aménageur, et feront l'objet d'une convention de raccordement.

1. Alimentation en eau potable

Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination implique une utilisation d'eau potable doit être alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.

2. Assainissement

2.1 Eaux usées :

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle engendrant des eaux usées.

Les rejets seront effectués selon les conditions ci-après :

- L'évacuation des eaux ménagères et des effluents non-traités dans les fossés ou égouts pluviaux est interdite.
- Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans les égouts publics doit se faire dans les conditions prévues par l'article 35-8 du code de la santé publique et par l'article R 111 - 12 du Code de l'Urbanisme.
- Il appartiendra aux établissements d'activités de réaliser et d'assurer l'installation et l'entretien des prétraitements éventuels nécessaires pour que l'effluent réponde aux exigences réglementaires.
- Chaque établissement devra aménager un regard de branchement situé en limite de parcelle, de manière à permettre des prélèvements de l'effluent et de mesures de débits dans de bonnes conditions. Pour prévenir les effets d'une pollution accidentelle, ce regard de contrôle sera équipé d'une vanne d'isolement.

2.2 Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 et 641 du Code Civil). Les aménagements sur le terrain devront garantir:

- soit l'évacuation des eaux pluviales dans le réseau eaux pluviales existant,
- soit la gestion des eaux pluviales à la parcelle (après dépollution par une infiltration sur site, évacuation dans un cours d'eau ou fossé situé à proximité, stockage en vue de réutilisation).

Le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, ainsi que dans le réseau pluvial collectif, ne sera admis qu'à concurrence d'un débit de 4 l/s et par hectare de terrain.

Il n'existe pas d'exutoire naturel aux eaux de pluies sur la zone des Grandes Epenottes.

Celles-ci devront s'évacuer par infiltration dans le sol.

Pour les activités susceptibles de générer des pollutions de surface (huile, hydrocarbure...), les eaux devront être prétraitées au moyen de débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbure.

Ces équipements seront localisés et conçus pour que les établissements puissent en assurer leur entretien normal. Les eaux pluviales qui seront rejetées dans le réseau public d'eau pluviale devront être également prétraitées.

Les ouvrages qui auront pour fonction de recueillir, de stocker, voir d'infiltrer les eaux de ruissellement et les pointes de débit d'orage devront faire l'objet d'un aménagement paysager.

3. Autres réseaux

L'ensemble des réseaux électricité, courants faibles, gaz ou autres seront enterrés.

4. Traitement des déchets

4.1 Les déchets industriels ou dus aux activités autorisées :

Le recueil et le traitement éventuel sur place doivent faire l'objet d'un soin particulier : s'il est envisagé de traiter in situ les déchets, le mode de réalisation et les installations doivent être indiqués dans le permis de construire.

4.2 Les déchets urbains et ménagers :

Dans les secteurs UYb, UYb et UYc :

Ils sont regroupés dans des volumes incorporés à la construction principale ou à la clôture (en dérogeant à la règle édictée en article 6 et 7 de la présente zone) et de dimension suffisantes pour recevoir les containers agréés par les services chargés de leur collecte.

Dans le secteur UYf :

Tout bâtiment collectif doit être doté de locaux spécialisés, clos, ventilés, avec un sol et des parois constituées de matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus ainsi, afin de recevoir les containers d'ordures ménagères. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doit être mis en place afin d'assurer l'entretien du local.

Le local devra permettre le stockage des containers répondant aux objectifs de tri sélectif appliqués dans le département du Jura. La surface du local sera égale à 1,5 fois l'emprise au sol des containers nécessaires.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas en cas d'une gestion des ordures ménagères par des apports volontaires dans des containers collectifs groupés et enterrés ou semi-enterrés.

ARTICLE UY.5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé

ARTICLE UY.6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans le secteur UYa :

Le long de la RD 673 :

Un alignement de façades est imposé sur les parcelles bordant la RD 673:

- avec un recul de 50 mètres par rapport à l'axe de la RD pour les terrains situés à l'est du giratoire d'accès à la zone, sur RD
- avec un recul de 35 mètres par rapport à l'axe de la RD pour les terrains situés à l'ouest du giratoire d'accès à la zone, sur RD

Le long de la voirie de liaison entre la RD 673 et la rue Jeanrenaud (rue Léon BEL) :
Le nu des façades de toute construction doit être édifié avec un recul minimum de 20 m par rapport à l'alignement de la voie.

Le long des autres voies de desserte de la zone des Grandes Epenottes :
Le nu des façades de toute construction doit être édifié avec un recul de 10 m au moins par rapport à l'alignement de la voie.

Le long des voies de desserte des zones portuaire et du Défois :
Le nu des façades de toute construction doit être édifié avec un recul de 5 m au moins par rapport à l'alignement de la voie.

Dans le secteur UYb :

Le long de la RD 905 et de la RD 673 :
Les constructions et installations nouvelles doivent être édifiées avec un recul minimum de 25 mètres de l'axe des RD 905 et 673.

Le long des voies de desserte de la zone des Grandes Epenottes :
Le nu des façades de toute construction doit être édifié avec un recul de 10 m au moins par rapport à l'alignement de la voie.

Le long des autres voies de desserte :
Les constructions et installations nouvelles doivent être édifiées avec un recul minimum de 5 mètres des autres voies.

Dans le secteur UYc :

Les constructions et installations nouvelles doivent être édifiées avec un recul minimum de 5 mètres des voies.

Dans le secteur UYf :

Les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies et emprises publiques, existantes à modifier ou à créer, ou selon un retrait de 5 mètres.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables à l'aménagement et l'extension d'un bâtiment existant, qui ne respecterait pas le recul imposé. Dans le cas d'une extension, celle-ci devra être édifiée avec un recul identique à celui du bâtiment.

ARTICLE UY.7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble.

Les constructions jumelées sur limite parcellaire sont autorisées, sous réserve d'un traitement architectural qui ne permet pas de « lire » la présence de 2 bâtiments simplement accolés.

Les constructions annexes sont autorisées en limite de propriété sous réserve que la hauteur maximum ne dépasse pas 4 mètres en pignon ou à l'acrotère.

ARTICLE UY.8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Une distance de 3 m est exigée entre deux bâtiments non contigus de façon à faciliter l'entretien en pied de bâtiment et l'accessibilité des secours en cas de sinistre. Cette disposition n'est toutefois pas exclusive de la création d'éléments de liaison entre bâtiments telle que préconisée à l'article UY 11 pour assurer l'intégration des bâtiments annexes.

ARTICLE UY.9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Dans tous les secteurs :

L'emprise au sol des constructions ne pourra excéder 60% de la superficie de la parcelle.

Dans le secteur UYf :

L'emprise au sol de toutes les constructions ne pourra être inférieure à 40 % ni supérieure à 70 % de l'unité foncière dans laquelle elle s'implante.

Le mode de calcul s'applique pour toute construction, qu'il s'agisse d'une première construction, d'une seconde ou d'une extension, sur la base de l'unité foncière dans laquelle elles s'implantent.

Cette règle ne s'applique pas pour les constructions à usage d'équipement public et d'ouvrages techniques de distribution publique ou d'intérêt collectif.

ARTICLE UY.10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans les secteurs UYa, UYb, et UYf :

La hauteur des constructions est limitée à 12 m maximum à l'égout du toit ou à l'acrotère.

Dans le secteur UYa :

Pour les constructions implantées en première ligne le long de la RD 673 dans le quartier commercial des Grandes Epenottes, la hauteur de l'acrotère est imposée à la cote de plateforme arrêtée à 232 m IGN 69.

Dans le secteur UYc :

La hauteur des constructions est limitée à 9 m maximum à l'égout du toit ou à l'acrotère.

ARTICLE UY.11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

1. Contraintes de volume et d'aspect général :

Les constructions doivent avoir par leurs dimensions, leurs volumes, la nature des matériaux, un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, afin de préserver l'intérêt du secteur.

Les constructions doivent présenter une unité d'aspect et de volume et s'intégrer dans le paysage.

Les logements autorisés devront être intégrés dans le volume de la construction principale.

Les constructions et les aménagements extérieurs devront respecter le terrain naturel en légère pente sur l'ensemble du site.

Un soin particulier doit être porté aux traitements des talus ou mouvements de terre. Ceux-ci doivent avoir des pentes respectant un rapport de 3 unités de longueur pour 2 unités de hauteur. Si la pente est plus forte, la réalisation de fascine ou de mur de soutènement est obligatoire.

Toutes les façades de bâtiments doivent être traitées avec le même soin et en harmonie avec l'environnement immédiat.

2. Les annexes :

Les bâtiments annexes doivent par leur volume et le traitement de leurs façades être construits en harmonie avec le bâtiment principal. Ils seront de préférence reliés à lui par un élément architectural ou paysager.

3. Les aires de stockage :

Les aires de stockage doivent figurer dans le dossier de permis de construire.

Les aires de stockage de matières premières ou de combustibles devront être localisées de façon à ne pas être perçues à partir des espaces publics. Elles devront être intégrées ou composées avec le bâtiment principal ou faire l'objet d'un aménagement permettant de les protéger des vues.

4. Les matériaux :

Pour éviter l'aspect disparate des diverses constructions, une unité des matériaux est à rechercher.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (type carreaux de plâtre, type brique creuse, type parpaings, etc....) est interdit.

Les couleurs des matériaux de parement et des peintures extérieures de teintes claires devront s'harmoniser entre elles et avec l'environnement de la construction.

Les peintures criardes sont interdites.

Les matériaux doivent être choisis pour leur qualité, leur bonne tenue au vieillissement et leur aspect satisfaisant. Les matériaux traditionnels (ex : type pierres, type brique de parement, type pierre calcaire, type meulière, type enduits grattés, type lissés ou brossés) doivent être employés de préférence à tout autre.

Toutefois, le recours à des matériaux et des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction, liés, par exemple au choix d'une qualité environnementale des constructions ou de l'utilisation des énergies renouvelables, est admis.

5. Les toitures :

Dans les secteurs UYa, UYb et UYc :

Les ouvrages techniques, situés en toiture, doivent être conçus pour garantir leur insertion harmonieuse au regard du volume des bâtiments et de la forme de la toiture afin d'en limiter l'impact visuel.

Les couvertures apparentes en matériau type tôle ondulée ou amiante-ciment sont interdites.

Les toitures des constructions seront composées soit d'un ou de plusieurs éléments sous réserve de leur intégration vis à vis des constructions avoisinantes.

D'autres types de toitures pourront être admis, dans la mesure où leurs formes et les matériaux utilisés restent cohérents avec le parti architectural retenu pour la construction.

Les constructions doivent respecter l'aspect des matériaux de couverture dominant dans l'environnement urbain immédiat répondant à la même fonction.

Un soin particulier sera apporté aux formes, volumes, matériaux et finitions des toitures.

Pour le secteur UYf :

Les toitures des constructions devront être composées de plusieurs éléments avec des pentes minimum de 20°.

Les ouvrages techniques, situés en toiture, doivent être conçus pour garantir leur insertion harmonieuse au regard du volume des bâtiments et de la forme de la toiture afin d'en limiter l'impact visuel.

Les couvertures apparentes en matériau type tôle ondulée ou amiante-ciment sont interdites.

Les constructions doivent respecter l'aspect des matériaux de couverture dominant dans l'environnement urbain immédiat répondant à la même fonction.

Un soin particulier sera apporté aux formes, volumes, matériaux et finitions des toitures.

6. Les couleurs :

Le ton des matériaux sera choisi dans une gamme propre à favoriser l'intégration du bâtiment dans le cadre naturel et dans l'ensemble de la zone.

7. Les clôtures :

Les clôtures ne sont pas obligatoires. Néanmoins, si une clôture s'avère nécessaire, elle sera constituée de grillage doublé de végétaux (haies vives d'essences locales) et d'une hauteur maximale de 2 m.

8. Signalétique :

Les enseignes doivent être limitées à celles constituant la signalétique traditionnelle des bâtiments autorisés à l'exclusion de toute autre indication publicitaire ou promotionnelle.

Les enseignes ne doivent en aucun cas dépasser le niveau de l'acrotère.

Dans le cas d'un bâtiment accueillant plusieurs établissements, est autorisée une enseigne par établissement par façade.

9. Capteurs solaires et climatiseurs :

Pour le secteur UYf :

Les capteurs solaires seront implantés de manière à s'intégrer le plus discrètement possible dans l'environnement bâti.

Les climatiseurs et tout élément en façade ou en saillie d'un toit existant ou à créer devront faire l'objet d'un soin particulier d'intégration.

La pose d'antenne et de paraboles en façade est interdite.

ARTICLE UY.12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Dans tous les secteurs :

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être réalisé en dehors des voies publiques et conformément aux prescriptions des décrets n° 2006-555 du 17/05/2006 et n°2007-1327 du 11/09/2007 1999 relatifs à l'accessibilité des stationnements aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Une partie de ces places devra être accessible aux visiteurs.

Les stationnements doivent faire l'objet d'une note technique définissant les besoins lors du dépôt de permis de construire.

Dans le cas d'une impossibilité de réalisation des aires de stationnement prescrites les articles L 332-6-1 et R-332-17 du code de l'urbanisme s'appliquent.

Le cas échéant, toutes dispositions devront être prises pour réserver sur chaque propriété les dégagements nécessaires au stationnement et aux manœuvres de façon à ce que les opérations de chargement ou de déchargement des véhicules s'effectuent à l'intérieur de la propriété.

Pour le secteur UYf :

Les aires de stationnement doivent être dimensionnées en partant des bases suivantes :

1. construction à usage d'habitat :

- de 0 à 60 m² de surface de plancher : aucune place,
- au-delà de 60 m² de surface de plancher et jusqu'à 150 m² de surface de plancher : 1 place,
- au delà de 150 m² de surface de plancher et par tranche de 100 m² de surface de plancher : 1 place supplémentaire.

2. services publics:- les places nécessaires à l'activité des services,

3. commerces : 1 place pour 10 m² de surface de plancher,

4. bureaux : 1 place pour 35 m² de surface de plancher,

5. activités artisanales : 1 place pour 10 m² de surface de plancher,

6. établissements hôteliers : 1 place par tranche de 2 chambres.

7. les équipements de loisirs : 1 place pour 10m² de surface de plancher.

Au-delà de 40 places à créer pour une construction de logement et/ou d'activité, les aires de stationnement devront être enterrées ou intégrées à la construction.

A partir de deux constructions destinées à accueillir de l'habitat collectif sur une même parcelle, les aires de stationnement devront être regroupées et mutualisées dans la limite de 40 places. Au-delà les aires de stationnement devront être enterrées ou intégrées à la construction.

ARTICLE UY.13 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS

1. Plantations d'arbres :

Dans les secteurs UYa, UYb, UYc :

La protection des plantations existantes devra être assurée au maximum.

L'abattage d'arbres existants ne sera autorisé que s'il est indispensable à la mise en œuvre d'un aménagement. Dans ce cas, tout arbre abattu sera remplacé par deux arbres d'importance au moins équivalente.

Ces plantations nouvelles tiendront compte des essences existant à proximité.

Dans le secteur UYf :

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes. Ainsi chaque arbre coupé devra être remplacé par un arbre équivalent ou d'essence locale.

2. Aires de stationnement :

Dans les secteurs UYa, UYb, UYc :

Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre d'essence locale au moins pour 6 places de stationnement. Elles devront également faire l'objet d'un traitement végétal afin de faciliter leur insertion paysagère dans l'espace environnant. Les plantations devront être uniformément réparties en ce qui concerne les constructions neuves.

Dans le secteur UYf :

Les aires de stationnement devront faire l'objet d'un traitement végétal afin de faciliter leur insertion paysagère dans l'espace environnant. Les plantations devront être uniformément réparties en ce qui concerne les constructions neuves.

1 arbre d'essence locale devra être planté toutes les 4 places de stationnement sur le parking ou à proximité immédiate.

3. Espaces verts :

Dans les secteurs UYa, UYb, UYc :

10 % au moins de la superficie totale de l'unité foncière doivent être traités en espaces verts perméables plantés par des essences locales à concurrence d'un arbre pour 100 m² d'espace vert. Les surfaces plantées de moins de 30 m² ne sont pas comptabilisées.

Par rapport à la RD 673, 50 % au moins de la surface privative de la marge de recul sera traitée en espace vert. Cet espace vert peut être comptabilisé dans l'obligation de traitement en espace vert de 10 % de l'unité foncière. Cet espace vert accueillera une double rangée d'arbres en quinconce, à 30 et 40 mètres de l'axe de la RD, respectivement de type merisier (*prunus avium*) et frêne (*fraxinus excelsior*), pour les terrains fonciers situés à l'est du giratoire d'accès à la zone, sur la RD.

Dans le secteur UYf :

Au moins 10 % de la superficie du terrain seront obligatoirement aménagés en espaces perméables plantés par essences locales ou de surface de gravier nu et entretenu. Les surfaces plantées de moins de 30 m² ne sont pas comptabilisées.

Il sera planté au minimum 1 arbre d'essences locales par 200 m² de terrain.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UY.14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

.